



Conseil de sécurité

Briefing : Syrie

New York, le 17 décembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Merci, Madame la Présidente.

Je voudrais aussi commencer par remercier le Sous-Secrétaire général et Directeur d'OCHA, Tom Fletcher, et l'Envoyé spécial pour la Syrie, Geir Pedersen, non seulement de leurs exposés mais aussi du travail précieux de ces derniers jours, y inclus en Syrie.

Je remercie également M. Bader Jamous, Président du Comité de négociation syrien de sa déclaration et je remercie Madame Waad al-Kateeb, co-fondatrice de la Fondation Action for Sama pour avoir partagé avec nous son histoire.

En l'espace de quelques semaines seulement, un nouveau chapitre s'est ouvert en Syrie.

Les Syriennes et les Syriens font face à une tâche colossale et formidable : il faut assurer que justice soit rendue pour les pages les plus sombres du chapitre précédent. Et je voudrais me joindre aux condoléances à toutes les familles syriennes, pour toutes les souffrances endurées, de l'Envoyé spécial. Il est grand temps maintenant de pouvoir rédiger une nouvelle page d'Histoire.

La Suisse continuera de soutenir la recherche de liberté et de justice, de dialogue et de réconciliation des Syriennes et Syriens, la mise en valeur de leur identité plurielle et la reconstruction de leur nation sur les fondements de l'Etat de droit.

Durant les deux années de notre mandat au Conseil de sécurité, la Suisse a répété que seule une solution politique inclusive, menée par et pour les Syriennes et les Syriens, facilitée par l'ONU et son Envoyé spécial et fondée sur le droit international pourra mettre fin au conflit.

Les autorités émergentes en Syrie ont désormais une opportunité historique de se démarquer clairement de leurs prédécesseurs en soutenant une transition politique inclusive et durable, conforme aux principaux éléments de la résolution 2254.

Parmi ces éléments figurent : un cessez-le-feu au niveau national, qui doit être aussi observé par toutes parties au conflit, à commencer par les Etats voisins de la Syrie ; le respect de la Charte des Nations unies, du droit international humanitaire et des droits humains, y compris la protection des minorités, ainsi que de la souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie ; une gouvernance inclusive, avec participation active, surtout aussi des femmes et de la société civile, dont la Suisse n'a eu de cesse de promouvoir le rôle essentiel ; un rejet de toute forme de terrorisme ; la prise en compte des aspirations légitimes du peuple syrien, dans toute sa diversité, et la tenue d'élections libres, inclusives, transparentes et régulières.

Par ailleurs, la Suisse est fortement préoccupée par les derniers développements dans le Golan syrien occupé. Elle appelle à ce que toute violation de l'accord de 1974 sur le dégageant des forces cesse immédiatement et réitère son soutien à la FNUOD. La Suisse rappelle que le plateau du Golan constitue un territoire occupé. Elle condamne les annonces du gouvernement israélien de vouloir y doubler les colonies, qui sont illégales en vertu du droit international humanitaire.

Madame la Présidente,

La Suisse continuera à mettre Genève à disposition pour tous pourparlers ou initiatives de paix sous l'égide de l'ONU et de son Envoyé spécial.

Mais Genève est aussi le siège de deux institutions-clés pour la transition.

La libération récente de nombreux détenus en Syrie a confirmé l'ampleur des atrocités commises dans les infâmes prisons du gouvernement syrien, mais elle a aussi apporté une lueur d'espoir aux familles encore en attente de nouvelles de leurs proches. Le droit de savoir de ces proches est une règle solidement ancrée dans les Conventions de Genève. L'Institution indépendante pour les personnes disparues, dont le mandat est strictement humanitaire, est bien placée pour faire la lumière sur le sort des dizaines de milliers de personnes disparues dans tout le pays, en coopération avec les associations des familles de victimes et d'autres acteurs et actrices humanitaires.

Enfin, la Suisse rappelle qu'il n'y aura pas de paix durable sans justice selon les principes de l'Etat de droit. Les preuves, telles qu'établies notamment par les archives, et les récits des victimes et témoins, pouvant soutenir les instances judiciaires en matière de reddition des comptes doivent être préservées. La Suisse souligne le rôle central du Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM) à cet égard.

Madame la Présidente,

Au cours des deux dernières années, la Suisse a rempli le rôle de porteplume sur le dossier humanitaire en Syrie.

Pendant son mandat, et notamment après les terribles tremblements de terre de février 2023, elle s'est engagée pour que l'aide humanitaire parvienne de manière sûre, rapide et sans entraves à toutes les personnes dans le besoin, par toutes les modalités d'acheminement possibles et sur l'intégralité du territoire syrien.

Nous avons souligné l'importance d'exemptions humanitaires aux sanctions pour faciliter les activités humanitaires notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire. Nous continuerons d'encourager les réflexions à ce sujet au regard des changements à la tête du pays.

Les crises qui s'entrelacent depuis treize années ont emporté plus d'un demi-million de vies, détruit les infrastructures critiques, précipité plus de 90% de la population en-dessous du seuil de la pauvreté et déplacé plus de 16 millions de personnes. Des millions de réfugiés envisagent aujourd'hui un retour qui ne pourra se faire que de manière volontaire, sûre et digne, conformément au droit international pour la protection des réfugiés et des droits humains en général.

La Suisse réitère sa solidarité avec le peuple syrien. Dans cet esprit, nous venons d'allouer deux millions de francs supplémentaires en faveur de l'aide d'urgence en Syrie.

Nous saluons le déplacement du Sous-Secrétaire général et Directeur d'OCHA Tom Fletcher en Syrie. Celui-ci a fait état des engagements pris par les autorités émergentes en faveur de la protection des civils, de la continuation des services essentiels, ainsi que pour l'ouverture de tous les points de passages frontaliers pour l'aide humanitaire. Ces engagements doivent être concrétisés et maintenus dans le temps.

Madame la Présidente,

En quittant le Conseil, la Suisse appelle tous les membres à poursuivre la voie qui s'est ouverte le 8 décembre dernier et dans un même esprit de coopération ainsi que de pleinement soutenir une transition politique qui soit menée par et pour les Syriennes et Syriens.

La recherche d'une solution politique en Syrie, selon les termes adoptés par ce Conseil, a trop longtemps piétiné.

Il est temps d'apporter un soutien sans équivoque en faveur de la paix et de la sécurité en Syrie et dans la région toute entière.

Je vous remercie.

Thank you, Madam President.

I would also like to begin by thanking the Under-Secretary-General and Director of OCHA, Tom Fletcher, and UN Special Envoy for Syria, Geir Pedersen, not only for their presentations but also for their invaluable work over the last few days, including in Syria.

I would also like to thank Mr Bader Jamous, Chairman of the Syrian Negotiating Committee, for his statement, and thank Ms Waad al-Kateeb, co-founder of the Action for Sama Foundation, for sharing her story with us.

In the space of just a few weeks, a new chapter has opened in Syria.

The Syrians face a colossal and formidable task: they must ensure that justice is done for the darkest pages of the previous chapter. And I would like to join the Special Envoy's condolences to all the Syrian families for all the suffering they have endured. Now is the time to write a new page of history.

Switzerland will continue to support the Syrian people's quest for freedom and justice, dialogue and reconciliation, the enhancement of their plural identity and the rebuilding of their nation on the foundations of the rule of law.

During our two-year term on the Security Council, Switzerland has reiterated that only an inclusive political solution, led by and for the Syrians, facilitated by the UN and its Special Envoy and based on international law, can put an end to the conflict.

The emerging authorities in Syria now have a historic opportunity to clearly distinguish themselves from their predecessors by supporting an inclusive and sustainable political transition, in line with the main elements of Resolution 2254.

These elements include: a national ceasefire, which must also be observed by all parties to the conflict, starting with Syria's neighbours; respect for the United Nations Charter, international humanitarian law and human rights, including the protection of minorities, as well as Syria's sovereignty, unity, independence and territorial integrity; inclusive governance, with the active participation especially of women and civil society, whose essential role Switzerland has constantly promoted; rejection of all forms of terrorism; consideration of the legitimate aspirations of the Syrian people, in all their diversity, and the holding of free, inclusive, transparent and fair elections.

Switzerland is also deeply concerned by the latest developments in the occupied Syrian Golan. It calls for any violation of the 1974 agreement on the disengagement of forces to cease immediately and reiterates its support for the UNDOF. Switzerland recalls that the Golan Heights constitute occupied territory. It condemns the Israeli government's announcements that it intends to double the number of settlements there, which are illegal under international humanitarian law.

Madam President,

Switzerland will continue to make Geneva available for all peace talks and initiatives under the aegis of the UN and its Special Envoy.

But Geneva is also home to two key institutions for the transition.

The recent release of many detainees in Syria has confirmed the scale of the atrocities committed in the Syrian government's infamous prisons, but it has also brought a glimmer of hope to families still waiting for news of their loved ones. The right to know of these relatives is a rule firmly anchored in the Geneva Conventions. The Independent Institution for Missing Persons, whose mandate is strictly humanitarian, is well placed to shed light on the fate of tens of thousands of missing persons throughout the country, in cooperation with associations of victims' families and other humanitarian actors.

Finally, Switzerland reiterates that there can be no lasting peace without justice according to the principles of the rule of law. Evidence, as established in particular by archives, and the accounts of victims and witnesses, which can support the judicial authorities in rendering accounts, must be preserved. Switzerland stresses the central role of the International, Impartial and Independent Mechanism (IIIM) in this respect.

Madam President,

Over the past two years, Switzerland has played the role of spokesperson on humanitarian issues in Syria.

During its mandate, and in particular after the terrible earthquakes of February 2023, it has been committed to ensuring that humanitarian aid reaches all those in need safely, quickly and without hindrance, using every possible means of delivery and covering the whole of Syria.

We underlined the importance of humanitarian exemptions from sanctions to facilitate humanitarian activities, particularly in the areas of health, education and food security. We will continue to encourage reflection on this subject in the light of the changes at the head of the country.

The crises that have intertwined over the last thirteen years have claimed more than half a million lives, destroyed critical infrastructure, pushed more than 90% of the population below the poverty line and displaced more than 16 million people. Millions of refugees are now contemplating a return that can only be voluntary, safe and dignified, in accordance with international law for the protection of refugees and human rights in general.

Switzerland reiterates its solidarity with the Syrian people. With this in mind, we have just allocated a further CHF 2 million for emergency aid in Syria.

We welcome the visit to Syria by the Under-Secretary-General and Director of OCHA, Tom Fletcher. He reported on the commitments made by the emerging authorities to protect civilians, to continue essential services and to open all border crossings for humanitarian aid. These commitments must be put into practice and maintained over time.

Madam President,

While leaving the Council, Switzerland calls on all the members to pursue the path opened up on 8 December in the same spirit of cooperation and to fully support a political transition led by and for the Syrians.

The search for a political solution in Syria, in the terms adopted by this Council, has stalled for too long.

It is time for unequivocal support for peace and security in Syria and in the region as a whole.

Thank you.